

Les finances des établissements publics sociaux et médico-sociaux

Fonctionnement (établissements publics sociaux et médico-sociaux)

en millions d'euros

	2005	2006	06/05 en %	2007	07/06 en %
Charges d'exploitation (1)	6 382	6 853	+7,4	7 072	+3,2
dont Frais de personnel	4 516	4 900	+8,5	5 105	+4,2
Produits d'exploitation (2)	6 768	7 271	+7,4	7 544	+3,7
Emplois d'investissement (3)	831	789	-5,0	917	+16,2
Dépenses d'équipement	625	589	-5,7	752	+27,7
Remboursements d'emprunts*	190	183	-3,9	179	-2,1
Autres dépenses	16	17	+9,3	21	+20,3
Ressources d'investissement (hors emprunts) (4)	179	180	+0,2	241	+34,0
Dotations et subventions	148	143	-3,6	178	+24,7
Autres recettes (a)	31	37	+18,4	38	+1,9
Autofinancement (A)	386	418	+7,7	471	+12,7
Solde d'investissement avant emprunt = (A) + (4) - (3)	-266	-191	-27,8	-264	+38,4

(a) Produits de cessions, recettes sur travaux pour tiers...

* y compris refinancements

Fonctionnement

Les charges d'exploitation (+3,2 % en 2007) augmentent à un rythme modéré.

Les **frais de personnel** constituent plus des deux tiers des charges d'exploitation des établissements publics sociaux et médico-sociaux. Ces derniers sont constitués pour plus des trois quarts d'EHPAD (Établissement Hébergeant des Personnes Âgées Dépendantes), de maisons de retraite (médicalisées ou non) et de foyers-logements pour personnes âgées. Ces charges augmentent de 4,2% en 2007.

Au sein de ce poste, il est à noter que les dépenses de personnels sous contrats (que ce soit des CDI ou CDD) et les personnels employés dans le cadre de contrats aidés de remplacement s'accroissent à un rythme supérieur (+ 5,4 %) à celui du personnel titulaire (+ 3,6 %).

Les **dépenses afférentes à l'exploitation courante**, qui comprennent l'ensemble des achats et services externes, atteignent 1,16 Md€ et sont en augmentation de 0,4 %. Parmi ces dépenses, on note que la progression des achats de biens est de 0,7 % alors que celle des achats de services avoisine 2,8 %.

Les **dépenses afférentes à la structure**, qui comprennent notamment les primes d'assurance, les locations, les frais d'entretien et les charges exceptionnelles, stagnent : +0,3 % en 2007.

Les charges financières augmentent de plus de 7 % en 2007.

Les produits d'exploitation (+3,7 % en 2007) sont soutenus par la hausse des dotations et des produits de la tarification.

Ces derniers représentent près de 78 % des produits totaux et s'accroissent de 4,3 %, alors que les autres produits d'exploitation ne progressent que de 2,2 %.

Les produits issus des tarifs de soins s'accroissent de 14 %⁹, ceux des tarifs dépendance de 6,3 % et ceux liés à l'hébergement de 7,4 % (1,75 Md€).

On notera les fortes hausses de la dotation globale de financement soins (+ 15 %) et la dotation globale APA (+ 14 %).

⁹ Les fortes hausses enregistrées s'expliquent partiellement par l'augmentation du nombre d'EHPAD (mise en œuvre des conventions tripartites).

Investissement (établissements publics sociaux et médico-sociaux)

en millions d'euros

	2005	2006	06/05 en %	2007	07/06 en %
Emplois d'investissement (hors dette) (3)	640	606	-5,3	773	+27,5
Dépenses d'équipement	625	589	-5,7	752	+27,7
Autres dépenses	16	17	+9,3	21	+20,3
Ressources d'investissement (hors emprunts) (4)	179	180	+0,2	216	+20,0
Dotations et subventions	148	143	-3,6	178	+24,7
Autres recettes (a)	31	37	+18,4	38	+1,9
Remboursements d'emprunts*	190	183	-3,9	179	-2,1
Emprunts*	287	295	+2,8	381	+29,2
Refinancements et opérations de gestion de dette					

(a) Produits de cessions, recettes sur travaux pour tiers...

* y compris refinancements

Investissement

Après leur décreue en 2006, les **dépenses d'investissement** des établissements publics sociaux et médico-sociaux réaugmentent de près de 28 % en 2007.

Ces dépenses sont financées à près d'un quart par des subventions en capital provenant de collectivités et d'établissements publics.

Equilibre financier global

Les dépenses totales hors emprunts sont, comme en 2005 et en 2006, de nouveau supérieures aux recettes totales hors emprunts.

L'**autofinancement** augmente en 2007, mais moins rapidement que les dépenses d'investissement.

L'autofinancement dégagé permet de rembourser le capital de la dette, soit 179 M€. La différence constitue un financement disponible qui permet de limiter le recours à l'emprunt pour équilibrer la section d'investissement.

L'encours de la dette des établissements publics sociaux et médico-sociaux augmente de près de 9,7 % en 2007 et franchit le seuil des 2 Mds€ (2,10 Mds€) au 31 décembre 2007.